

L'UE demande à la Norvège de lui fournir plus de gaz

> Europe Bruxelles craint d'être victime de la crise gazière entre la Russie et l'Ukraine

La Norvège est certes le troisième plus grand producteur mondial de gaz et n'exploite pour l'heure qu'un tiers de ses réserves avérées dans la mer du Nord et dans la mer de Barents. Mais elle ne pourrait quand même pas venir rapidement au secours de l'Union européenne (UE) en cas de problèmes de livraison de gaz russe.

«Une rupture d'approvisionnement ferait augmenter le prix et nos opérateurs voudraient sûrement en exporter plus», a expliqué le ministre norvégien du Pétrole et de l'énergie, Tord Lien, jeudi à l'issue d'une réunion de travail à Bruxelles avec Günther Oettinger, le commissaire européen à l'Energie. «Le problème est qu'il n'y a pas de moyens pour augmenter la production à court terme. Les gazoducs qui relient nos marchés fonctionnent déjà à un niveau optimal.» Le ministre a toutefois rassuré en disant que son pays ferait tout pour aider les Européens en cas de difficulté.

Trilatérale vendredi à Berlin

Ce n'est pas la première fois que l'UE frappe à la porte du pays scandinave pour pouvoir lui acheter plus de gaz, avec l'objectif de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie. Gazprom est son premier fournisseur, avec 130 milliards de mètres cubes sur une consommation totale de 456 milliards. Statoil, entreprise d'Etat norvégienne, suit avec 105 à 100 milliards. Puis viennent l'Algérie, le Nigeria, la Libye et le Qatar. L'UE satisfait un tiers de ses besoins grâce à la production indigène au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Roumanie.

La réunion UE-Norvège s'est tenue sur un fond de crise larvée entre la Russie et l'Ukraine, mais qui concerne directement l'approvisionnement européen. Depuis juin, Gazprom ne livre plus de gaz à l'Ukraine, faute d'accord sur les factures impayées et sur le prix pour les livraisons futures. Par conséquent, les réserves ukrainiennes n'ont pas été reconstituées et l'approche de l'hiver fait craindre le pire. Plusieurs pays européens (Pologne, Slovaquie, Hongrie) livrent en flux inversé à l'Ukraine, mais ce ne sera de loin

pas suffisant. Pour sa part, l'UE craint que Kiev ne ponctionne dans ses gazoducs à destination de l'Europe. En effet, 40% des exportations russes transitent par le territoire ukrainien. Durant l'hiver 2009, Kiev n'avait pas hésité à y avoir recours après que la Russie lui eut fermé le robinet, créant une panique en Europe.

C'est dans ce contexte qu'a lieu ce vendredi une énième réunion trilatérale à Berlin pour trouver une solution. L'approche de l'hiver rend la situation plus urgente. Désespéré, le commissaire Günther Oettinger ne cherche plus un accord définitif. «Il nous faut éviter le scénario du pire», a-t-il déclaré mercredi à Kiev, plaidant «pour une solution pragmatique et provisoire avec nos partenaires russes jusqu'en avril, afin de passer l'hiver».

Selon l'AFP, qui cite des diplomates européens, la Commission proposera aujourd'hui le prix de 385 dollars les 1000 m³ l'hiver et 325 dollars l'été pour les futures livraisons à Naftogaz, la compagnie nationale ukrainienne. Gazprom exige 485 dollars au lieu des 268 dollars qu'elle réclamait à l'ancien régime ukrainien, qui était alors favorable à Moscou. Ainsi, pour punir le nouveau régime pro-occidental, la Russie lui ferait payer une centaine de dollars au-dessus du prix du marché.

Moscou en position de force

Lors d'un point de presse hier à Bruxelles, Günther Oettinger n'a pas voulu faire de pronostics sur la réunion de Berlin. Mais la Commission craint que la Russie, qui se trouve en position de force, ne mette d'autres revendications sur la table. D'une part, Moscou conteste les achats en flux inversé par l'Ukraine du gaz livré par Gazprom. L'UE n'a pas la même lecture et défend son droit de disposer du gaz comme elle l'entend une fois qu'elle l'a acheté. D'autre part, la Russie tentera de faire briser le blocus imposé par l'UE sur la construction de South Stream, un projet de gazoduc cofinancé par la Russie et des pays européens, dont l'Italie et l'Autriche, qui contourne par le sud le territoire ukrainien.

Ram Etwareea BRUXELLES